Programme : emploi et croissance

L'INDUSTRIE, LE COMMERCE ET LA TECHNOLOGIE : À L'AVANT-GARDE DE L'ACTION

PAR

L'HONORABLE JOHN MANLEY,
MINISTRE DE L'INDUSTRIE
LE 26 OCTOBRE 1994

Conférence à l'Université d'Ottawa
Programme de recherche sur la gestion et l'économie internationales

préparée par la
Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique
Industrie Canada

Industrie Canada Industry Canada

Canada

HF1379 .M365 1994 QUEEN c.1
Industry, trade and technol
ogy : the frontiers for act
ion = L'industrie, le comme

DATE DUE - DATE DE RETOUR

NOV 22 1996	

ISTC 1551 (2/90)

INDUSTRY CANADA/INDUSTRIE CANADA
64521

L'INDUSTRIE, LE COMMERCE ET LA TECHNOLOGIE : À L'AVANT-GARDE DE L'ACTION

PAR

L'HONORABLE JOHN MANLEY, MINISTRE DE L'INDUSTRIE

LE 26 OCTOBRE 1994

Conférence à l'Université d'Ottawa
Programme de recherche sur la gestion et l'économie internationales

préparée par la
Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique
Industrie Canada

CAUSERIE
PROGRAMME DE RECHERCHE SUR LA GESTION ET L'ÉCONOMIE INTERNATIONALES

L'INDUSTRIE, LE COMMERCE ET LA TECHNOLOGIE : À L'AVANT-GARDE DE L'ACTION

Introduction

L'économie mondiale subit à l'heure actuelle d'énormes changements. Les éléments qui déterminent l'avantage comparatif des particuliers, des entreprises et des pays changent rapidement, tout comme les « règles du jeu » en matière de commerce international. Nombreux sont ceux qui affirment que l'économie mondiale fait l'objet à l'heure actuelle d'une véritable révolution, similaire à la révolution industrielle des années 1800. L'ancien ordre économique, où l'avantage comparatif était issu de la nature, fait place à un nouvel ordre économique, où cet avantage est issu de l'action humaine ou de la connaissance.

La « nouveauté » constitue une caractéristique essentielle de cette transition, et c'est à la nouveauté que nous devons faire face au moment de choisir des politiques. Selon moi, le bien-être économique à long terme d'un pays (c'est-à-dire la croissance de la productivité et du revenu réel par habitant) est largement fonction de sa capacité de générer de nouvelles idées et de nouvelles connaissances et d'exploiter celles qui voient le jour sur les scènes nationale et internationale. Cette capacité est essentielle à l'amélioration de l'efficience des procédés de production et de la qualité des produits ainsi qu'à l'augmentation du nombre et de la variété de produits offerts aux consommateurs et aux producteurs, à la fois sur le marché intérieur et sur les marchés extérieurs. Aujourd'hui, la nouveauté au sens où on l'entend ici semble omniprésente.

L'avantage comparatif issu de l'action humaine remplace désormais les richesses naturelles, et ce qui caractérise cet avantage comparatif, c'est le fonds de connaissance. La combinaison de l'avantage comparatif *issu de la nature* et de l'avantage comparatif *issu de l'action humaine* doit être modifiée dans le nouveau contexte économique. Les sciences et la

technologie sont essentielles à l'accroissement du fonds de connaissance du Canada et elles font par conséquent partie intégrante de l'avantage comparatif issu de l'action humaine. La « nouveauté », ou ce qui semble en marge du fonds de connaissance (et découle de nos propres efforts ou de ceux des autres), formera la base de l'avantage comparatif de l'avenir : nouveaux procédés, nouveaux produits, nouveaux services et nouvelles idées. Les sciences et la technologie sont la source dont émane la nouveauté; c'est sur elles que reposent les nouveaux procédés, les nouveaux produits, les nouveaux services et, oui, les nouvelles idées, dans tous les secteurs et toutes les industries, des pêches à l'aérospatiale et de la foresterie à la conception assistée par ordinateur.

La vive concurrence dont fait l'objet l'accès aux marchés, à la technologie, aux capitaux et aux travailleurs qualifiés constitue une autre caractéristique de cette transition vers l'avantage comparatif issu de l'action humaine. Cette concurrence a déclenché d'immenses changements structurels fondamentaux liés à la façon dont les marchés, les institutions et les organisations travaillent et interagissent. Dans de nombreux pays industrialisés, dont le Canada, ces changements ont entraîné de graves problèmes d'adaptation au milieu du travail.

De fait, l'ouverture du Canada aux marchés extérieurs, aux investissements directs étrangers, à la technologie et aux connaissances étrangères ainsi que la grande dépendance que nous avions par le passé à l'endroit des ressources et des industries d'exploitation des ressources ont rendu cette adaptation d'autant plus difficile. Le Canada doit s'adapter rapidement aux nouvelles réalités économiques pour que la reprise en cours se transforme en une longue période pendant laquelle la croissance du revenu des Canadiens sera la règle plutôt que l'exception.

Examinons maintenant les mesures à prendre pour que l'économie canadienne soit bien placée afin d'afficher une croissance soutenue qui se poursuivra au XXIe siècle. Pour que le Canada demeure concurrentiel au cours du prochain siècle et qu'il maintienne, voire améliore, son haut niveau de vie actuel, tous les intervenants — tous les ordres de gouvernements, les entreprises et les travailleurs — doivent concerter leurs efforts sur trois fronts — l'industrie,

les sciences et la technologie. À cette fin, le gouvernement dont je fais partie a mis sur pied le **Programme : emploi et croissance**. Ce programme se divise en quatre volets : la réforme des politiques sociales du Canada, la mise en place des structures visant à réduire le déficit et la dette, un examen des programmes du gouvernement fédéral et, plus tard cet automne, un document intitulé *L'innovation : La clé de l'économie moderne*, dont je serai l'instigateur. Ce nouveau document reposera sur divers éléments : un climat des affaires favorable ainsi qu'une infrastructure efficace et adéquate appuyant l'industrie; une approche revivifiée et efficiente aux sciences, à la technologie, aux institutions et aux organisations; un accès amélioré et garanti aux marchés, aux investissements, à la technologie, aux connaissances et aux idées sur la scène internationale.

Au moment de l'élaboration du document *L'innovation : La clé de l'économie moderne*, on a soulevé trois grandes questions méritant une profonde réflexion : Quelles sont les principales caractéristiques du nouveau contexte économique dans lequel évoluera le Canada — c'est-à-dire qu'est-ce qui caractérise la nouveauté? Dans quelle mesure le Canada est-il bien placé pour faire face aux grandes difficultés que présente ce contexte? Quels types d'actions concertées faut-il mener pour améliorer les perspectives de croissance économique à long terme du Canada?

Principales caractéristiques du contexte économique actuel

La nouveauté : atout lié au fonds de connaissance et déplacement de l'avantage comparatif

Au sein d'une économie fondée sur la connaissance, les sciences et la technologie jouent un rôle de premier plan dans la croissance économique. Certains pourraient rétorquer qu'il ne s'agit pas là d'un fait nouveau. Les sciences et la technologie ont toujours été importantes pour la croissance économique. Un coup d'oeil sur le passé montre qu'elles sont essentielles au progrès économique.

Selon moi, nous nous trouvons aujourd'hui dans une de ces périodes extraordinaires où l'élément que j'ai appelé plus tôt « nouveauté » joue un rôle fondamental. Je crois que, dans le contexte économique de la vie quotidienne, nous ne tirons pas parti des possibilités qu'offre un fonds de connaissance bien établi (comme c'était le cas dans les années 1950, 1960 et 1970). Nous sommes plutôt engagés dans une évaluation fondamentale de l'ampleur et de l'orientation des plus récents ajouts aux fonds de connaissance existants, lesquels découlent de la révolution de l'information et des communications, du raccourcissement de la vie utile des produits et de la dissociation des diverses étapes du processus de production. Il faut se demander quelle incidence auront ces changements sur les produits, les procédés et l'organisation du travail tels que nous les connaîtrons au cours du XXIe siècle.

C'est cet atout lié au fonds de connaissance qui caractérise la nouveauté. C'est ce nouvel atout qu'on exploite pleinement dans les usines, ouvrant ainsi la voie à de nouveaux produits, à de nouvelles conceptions de procédés et à des innovations en matière de livraison et de maintenance. Les décideurs doivent aussi tenir compte des conséquences de cette nouveauté.

En raison de ce type de changement dans le fonds de connaissance, il devient nécessaire de se doter de nouveaux outils pour comprendre les incidences, évaluer les diverses options et établir des orientations générales. Cette nécessité s'est notamment traduite par la mise au point d'approches et d'outils analytiques permettant d'examiner de manière plus approfondie l'apport des sciences et de la technologie à la croissance économique. Les conclusions de cette nouvelle recherche donnent à penser que les sciences, la technologie et la connaissance jouent dans le processus de croissance un rôle beaucoup plus déterminant qu'on le croit généralement, en particulier pendant les périodes de grands changements, comme c'est le cas maintenant.

Le contexte actuel se caractérise notamment par le rythme effréné de l'évolution technologique et son effet qui se fait sentir un peu partout sur le marché. La technologie influe non seulement sur la nature des produits et services qu'offrent les entreprises, mais

aussi sur le mode de production et de distribution de ces extrants. Je présume que l'exploitation de la nouvelle technologie sous ses diverses formes, axée sur l'ajout d'une valeur découlant de l'application de nouvelles connaissances, constitue de toute évidence le type d'activité économique qui peut faire progresser le niveau de vie — et c'est là mon opinion stratégique en ce qui touche l'orientation à donner à la gestion des affaires publiques maintenant et plus tard.

Des richesses naturelles abondantes, des technologies de pointe en matière d'exploitation des ressources et une infrastructure bien développée ont joué un rôle déterminant en permettant au Canada par le passé de maintenir sa position concurrentielle. C'était là l'atout lié au fonds de connaissance de l'époque. La combinaison de ces éléments a créé un cycle de croissance économique forte et stable, des revenus réels élevés et croissants ainsi qu'un chômage faible. Cependant, la révolution verte, la croissance de la demande de procédés à haut rendement énergétique, l'arrivée de nouveaux matériaux, l'utilisation plus efficiente des anciens matériaux et la concurrence plus vive livrée par les pays en développement se sont traduites par une diminution de la demande de ressources et de produits dérivés des ressources dans le monde entier et par une baisse des prix réels. L'atout lié au fonds de connaissance d'autrefois est devenu aujourd'hui une procédure d'exploitation habituelle. Cette nouvelle situation remet en question la capacité des éléments traditionnels qui conféraient au Canada son avantage comparatif de maintenir notre haut niveau de vie actuel.

Mondialisation

L'importance des sciences et de la technologie pour la croissance économique augmente de façon considérable à une époque où les frontières physiques entre les pays s'effondrent rapidement. La révolution de l'informatique de pointe permet maintenant la communication instantanée dans le monde entier. Par exemple, en diffusant mes propos sur Internet, je pourrais joindre au cours de la prochaine heure quelque cinq millions de spécialistes et il ne fait aucun doute que certains d'entre eux auraient une opinion différente de la mienne. Un débat électronique pourrait s'ensuivre.

Les nouvelles idées et l'information circulent maintenant beaucoup plus rapidement. De même, l'amélioration considérable des réseaux de transport a grandement accéléré le déplacement des personnes et des produits partout dans le monde.

Conjuguées à la réduction des obstacles et des entraves au flux des échanges commerciaux, des capitaux et de la technologie, ces améliorations apportées à l'infrastructure et aux communications ont créé un cycle d'intégration profonde des économies à l'échelle mondiale, qui contribue selon moi à améliorer la productivité et le revenu réel dans tous les pays. Résultats : des sources d'approvisionnement en produits de qualité à meilleur prix pour les consommateurs, de nouvelles technologies pour les producteurs et une durée de vie beaucoup plus courte des produits attribuable aux « nouvelles » idées.

En raison de la mondialisation, les multinationales étendent au-delà de leur pays d'origine des activités économiques rentables de manière à créer des synergies, à profiter des capacités et des possibilités offertes partout dans le monde, ce qui entraîne l'émergence de nouvelles entreprises mondiales libres de toute attache et apatrides. Les multinationales jouent un rôle de premier plan en stimulant la croissance économique dans le monde entier, principalement grâce à l'intégration de la production et au flux des investissements, des échanges commerciaux, de la technologie et des pratiques de gestion qu'on observe entre leurs unités.

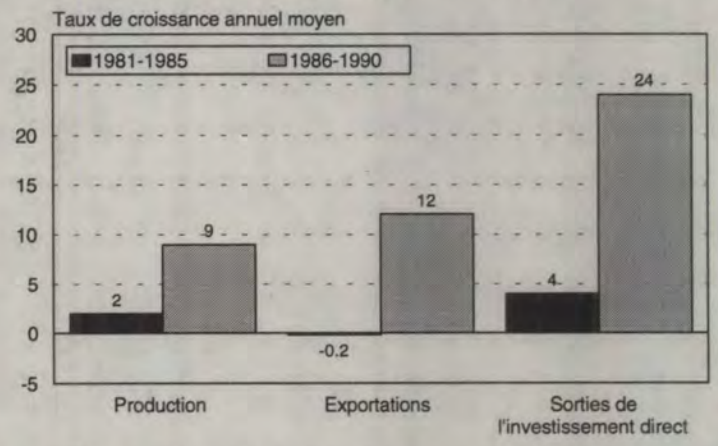
Face à la mondialisation, les industries auparavant très réglementées et protégées contre la concurrence étrangère, par exemple, celles du transport, des télécommunications et des services financiers, font maintenant l'objet d'une déréglementation et d'une privatisation et elles sont de plus en plus assujetties aux règles, notamment aux règles de discipline, établies en vertu des accords commerciaux internationaux et des lois nationales sur la concurrence. Toutes les industries sont maintenant soumises aux forces du marché et elles doivent être concurrentielles à l'échelle internationale pour survivre sur un marché mondial de plus en plus féroce.

La mondialisation impose des changements radicaux dans les règles du jeu du commerce international. Un nombre croissant d'entreprises voient maintenant l'avantage non seulement d'exporter, mais aussi d'établir une présence directe sur les marchés étrangers grâce à des investissements en installations nouvelles, à des coentreprises et à des alliances stratégiques. C'est la nécessité de conférer une valeur ajoutée, non seulement sur les marchés de produits mais aussi sur les marchés des « idées », de la technologie, de l'innovation et des nouveaux procédés, qui constitue l'élément moteur.

Les investissements internationaux ont ouvert la voie au processus de mondialisation. Comme le montre le graphique 1, la croissance des investissements internationaux a été supérieure à celle des échanges commerciaux et de la production dans les années 1980. Par exemple, entre 1986 et 1990, la production mondiale et les exportations ont progressé respectivement de 9 et de 12 % par année, tandis que le flux des investissements directs transfrontaliers a affiché une hausse de 24 %. Le commerce, la technologie et les investissements sont de nouveaux compléments, et non pas des substituts, dans le cadre des stratégies mondiales des multinationales. Les investissements directs à l'étranger favorisent le commerce international et le transfert de technologies, dans une large mesure grâce aux échanges commerciaux au sein des entreprises.

Graphique 1

Tendances de la production, du commerce et de l'investissement direct dans le monde



Source : World Investment Report, Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales (1993)

La concurrence internationale visant à attirer les multinationales et leurs investissements directs s'intensifie à mesure que les pays en développement et les économies en transition accroissent leurs capacités de production. Par exemple, les mouvements de capitaux étrangers à l'intérieur de la région de l'Asie-Pacifique constituent un facteur clé dans l'accroissement de l'intégration économique de cette région. L'investissement stimule les transferts de technologie et les retombées, ce qui entraîne une explosion de l'activité commerciale à l'intérieur de la région. Le monde est maintenant en train d'échanger « des idées et de la technologie »; le commerce des marchandises vient ensuite. La fabrique d'épingles décrite par Adam Smith au XVIIIe siècle a aujourd'hui cédé la place à une fabrique d'idées : la multinationale.

Tous les pays subissent des pressions visant l'établissement d'un climat fortement favorable aux investissements et d'une séries de lois cadres relatives au marché — notamment en ce qui concerne les règles en matière d'investissement, la concurrence et la propriété intellectuelle. Il s'agit là de facteurs qui attirent les investissements étrangers et qui sont généralement compatibles avec les normes internationales. Cette évolution a eu de profondes répercussions, en particulier pour les petites économies ouvertes comme celle du Canada.

Ce sont de plus en plus les politiques micro-économiques qui définiront l'attrait d'un pays comme endroit où investir, surtout lorsqu'elles se rapportent au climat d'investissement, aux rivalités intérieures et internationales, aux cadres réglementaire et juridique, à l'aide aux entreprises (c.-à-d. au développement de la technologie), aux infrastructures et aux ressources humaines. La compétitivité du Canada va être de plus en plus tributaire de la capacité du pays à créer un environnement attrayant et sain pour les affaires, lequel poussera les multinationales libres de toute attache à s'établir ici et à promouvoir dans notre pays l'innovation et l'activité économique à valeur ajoutée.

La mondialisation a aussi amené un accroissement de la concurrence sur les marchés intérieurs et étrangers. Cela signifie que la croissance des entreprises canadiennes, voire leur survie économique, est fonction de la progression de leur pénétration sur les marchés

nationaux et internationaux. Les entreprises peuvent tirer profit de la spécialisation, de la connaissance et des flux de la technologie qui vont de pair avec une participation aux activités des marchés internationaux par l'intermédiaire du commerce et des investissements directs. Le défi sur ce plan consiste à faire participer un plus grand nombre d'entreprises canadiennes, surtout des PME, aux activités économiques internationales, par le truchement de partenariats commerciaux et d'investissements directs à l'étranger.

Au moment où nous entrons dans ce monde de nouveauté, l'essentiel est qu'un changement structurel important s'avère un facteur clé et que cette tendance va vraisemblablement se poursuivre dans un proche avenir. En particulier, la structure et la composition des industries canadiennes et des structures d'emploi ainsi que les caractéristiques des milieux de travail au Canada se sont toutes profondément transformées au cours des dernières décennies.

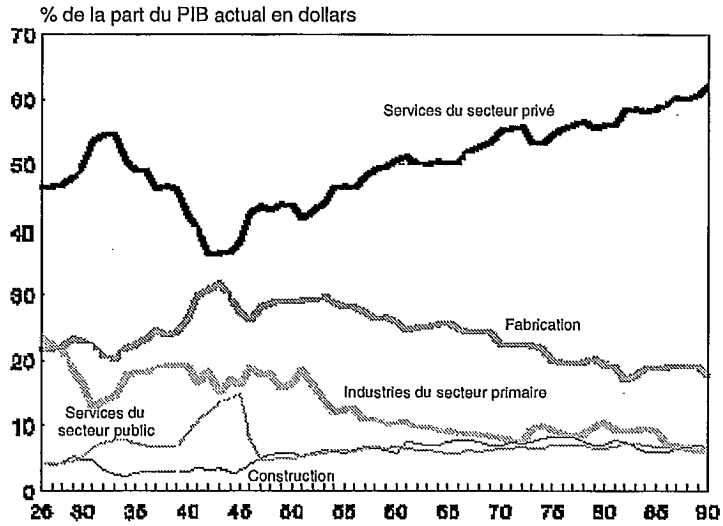
L'évolution de la structure et de la composition des industries canadiennes

En réponse à l'évolution qui se produit à l'échelle de la planète, nous sommes témoins d'un passage massif de la production de biens à la production de services, passage que vient accentuer un déplacement géographique de l'activité manufacturière des pays développés vers les pays en développement. La mondialisation et les progrès de la technologie changent la nature des marchés dans le monde entier. En particulier, les systèmes de production et de distribution font une place de plus en plus grande aux services et à l'information. Dans certains cas, ces systèmes touchent largement l'élément qui est véritablement à l'origine de ce déplacement : la concentration sur l'information, la connaissance, les idées. En conséquence, les marchés mondiaux des services et des produits de la connaissance sont en rapide expansion, et les pays se livrent à une concurrence féroce au chapitre des investissements dans les nouveaux produits à l'intérieur desquels les connaissances et les compétences spécialisées occupent une large place.

Le graphique 2 fait voir l'évolution de la structure industrielle du Canada. La croissance de la part du secteur des services dans le produit intérieur brut (PIB) a été spectaculaire au cours des 50 dernières années. En particulier, les industries dynamiques de services du secteur privé sont passées d'environ 35 % du PIB en 1945 à plus de 60 % en 1990. Au même moment, cependant, la part du secteur manufacturier a diminué, passant de 27 % à moins de 17 % du PIB. De plus, il faut reconnaître que l'apport des services dans le secteur manufacturier a également augmenté. La perte d'emplois dans le secteur manufacturier a toutefois été plus rapide que la chute de la production. Au cours de la dernière récession, environ les deux tiers des emplois perdus l'ont été dans le secteur manufacturier.

Graphique 2

Évolution de la structure économique du Canada



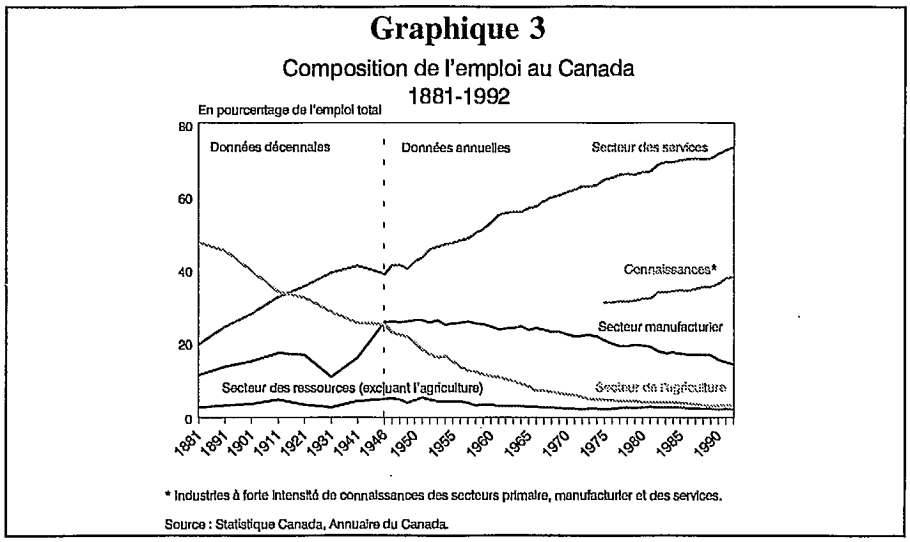
Source : CANSIM

Le dynamisme de la croissance des petites entreprises au Canada reflète également le passage à une économie fondée sur la connaissance. La révolution de l'information et de la technologie, conjuguée à la flexibilité des structures de gestion, fait qu'il est plus facile pour les petites entreprises de faire concurrence aux grandes sociétés en matière de fourniture de biens et de services, d'accès à de nouveaux marchés et de rapidité dans la réponse aux besoins de la clientèle. De plus, le recours à l'informatique réduit rapidement les économies d'échelle dans la fabrication et la distribution, parce que l'automatisation des usines fait qu'il est possible de produire des biens à bon marché en quantités beaucoup plus petites. De nos jours, la variété et l'étendue de la production sont tout aussi importantes que l'échelle de production.

Les industries d'aujourd'hui se caractérisent par de nombreuses entreprises dynamiques de petite taille qui tirent parti de possibilités créées par les innovations. En fait, dans bon nombre d'industries, depuis l'informatique jusqu'à la biotechnologie, ce sont les PME qui se montrent le plus innovatrices.

Évolution des structures d'emploi et des compétences recherchées

Avec la tendance marquée de l'économie mondiale à s'appuyer sur l'information et le savoir, les changements professionnels survenus au cours des 15 dernières années ont entraîné une augmentation de plus en plus rapide de la demande de travailleurs hautement qualifiés dans les secteurs de la gestion, de l'administration, des professions libérales et des techniques. Le graphique 3 montre qu'au cours des 40 dernières années, le pourcentage des emplois concentrés dans le secteur agricole est passé de 16,4 à 3,6 %, et dans le secteur manufacturier, de 26,4 à 14,5 %. En revanche, la part des emplois du secteur des services a bondi, passant de 46,7 à 73,3 %, alors que depuis 1975, le pourcentage des emplois fondés sur le savoir dans tous les secteurs est passé de 31,4 à 39,1 %.



L'obtention, la manipulation et l'organisation de l'information sont les exigences clés des affaires dans le nouveau contexte économique. Robert Reich a surnommé « analystes symboliques »[1] les personnes qui participent à ce type d'activités; l'expression peut sembler dure et aride, mais elle rend quand même bien compte du genre de compétences qui se révèlent de plus en plus indispensables pour s'assurer d'un avantage sur la concurrence.

La proportion de travailleurs de l'information à l'oeuvre dans l'économie canadienne a augmenté considérablement au cours des deux dernières décennies. Entre la moitié et les deux tiers de la main-d'oeuvre occupe désormais des postes de « manipulation de données ».[2] Selon une récente estimation, 97 % de tous les emplois créés au Canada au cours des sept dernières années sont dans des industries à forte concentration de savoir.[3]

---

1 Robert Reich, *The Work of Nations : Preparing Ourselves for the 21st Century*, New York, A.A. Knopf, 1991.

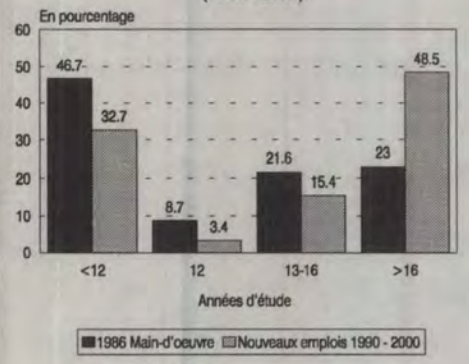
2 Betcherman, Gordon, chef de projet, ***Tertiarisation et polarisation de l'emploi : Rapport de recherche préparé pour le Conseil économique du Canada***, Ottawa, Approvisionnements et Services Canada, 1991.

3 Beck, Nuala, *Shifting Gears : Thriving in the New Economy*, Toronto, Harper Collins, 1992.

On peut déceler d'autres signes de l'évolution des compétences requises dans les prévisions concernant les exigences des emplois de l'avenir qu'illustre le graphique 4. Au Canada, on prévoit que 50 % des nouveaux emplois qui seront créés d'ici l'an 2000 exigeront 17 ans ou plus de scolarité et de formation, comparativement à 23 % des emplois actuels. De plus, on constate un accroissement de l'écart des salaires entre les travailleurs qualifiés et non qualifiés du pays. La nouvelle économie exige davantage de compétences, et il est clair que les travailleurs sans éducation et sans qualifications sont de plus en plus marginalisés. Le résultat, comme le montre le graphique 5, est que les taux de chômage sont plus élevés parmi les Canadiens les moins instruits.

Graphique 4

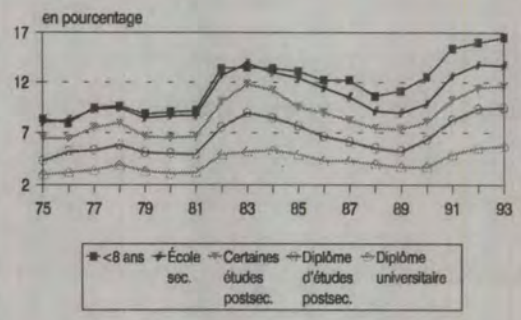
Évolution des besoins en qualifications professionnelles (1990 - 2000)



Source : COPS 1992 (VC)

Graphique 5

Taux de chômage selon le niveau d'instruction



Source : Statistique Canada.

La croissance beaucoup plus forte des emplois dans le secteur des services et des emplois fondés sur le savoir au Canada est liée à un certain nombre de facteurs : la hausse des revenus per capita, l'intensification de la mondialisation, l'évolution rapide des technologies de l'information et des autres technologies, et la spécialisation et la division croissantes du travail dans les économies modernes. Des services que les manufacturiers assumaient jadis eux-mêmes sont désormais confiés à des sous-traitants. Néanmoins, la production traditionnelle de biens reste un élément important des exportations canadiennes et un facteur de santé et de vitalité pour les économies régionales du Canada.

La transformation en profondeur du monde du travail canadien

Les changements structurels, provoqués par la progression rapide de l'innovation technologique et de la mondialisation, entraînent aussi d'importants bouleversements dans l'entreprise. La nature de la production évolue, tout comme l'importance que l'on accorde à l'efficience, aux prix, à la qualité et à la diversité. De plus, l'information, le capital humain (pas seulement la main-d'oeuvre), et l'intelligence stratégique comptent désormais parmi les facteurs de production les plus importants.

Les compagnies fondent maintenant l'organisation de leur milieu de travail sur des approches plus souples et plus spécialisées. Le monde du travail d'aujourd'hui est axé sur le travail d'équipe, sur la participation à la prise de décisions et sur une nouvelle philosophie de l'apprentissage. Pour survivre dans une économie mondiale, il est impérieux que les relations patronales-syndicales perdent leur caractère traditionnel d'affrontement au profit d'un climat de confiance mutuelle fondé sur un dialogue permanent et sur des objectifs communs d'accroissement de la productivité et de sécurité d'emploi.

La formation permanente est devenue un aspect essentiel de la vie des travailleurs. L'on s'attend de moins en moins à occuper le même poste ou à rester dans la même industrie toute sa vie. De plus en plus d'entreprises reconnaissent que la formation et l'éducation permanentes sont nécessaires pour aider leurs employés à acquérir la souplesse leur permettant de s'adapter aux réalités de la nouvelle économie.

Pour obtenir et conserver un avantage concurrentiel, de nos jours, une entreprise doit investir dans un certain nombre d'éléments d'actif complémentaires et contrôler ces derniers. Ces éléments d'actif comprennent l'accès à un réseau de distribution fiable, une main-d'oeuvre qualifiée, une capacité de production suffisante et les techniques de soutien requises pour pouvoir exploiter pleinement les avantages de l'innovation technologique. Pour qu'une entreprise ait du succès, ses investissements dans le « savoir-faire » doivent être assortis d'un

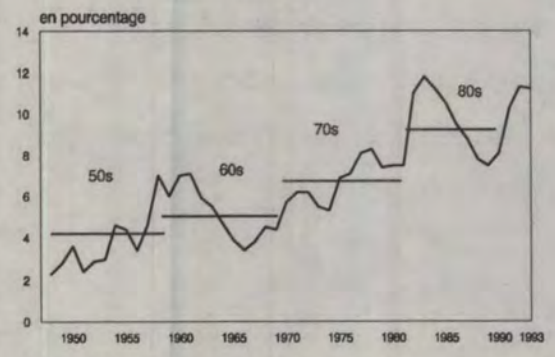
investissement visant à tirer profit de ce savoir-faire. L'innovation dans les lieux de travail est essentielle à l'exploitation véritable des technologies de pointe.

Signes démontrant que le Canada doit augmenter sa productivité

Même si des signes très encourageants montrent que le Canada est bien engagé sur la voie de la reprise économique, il reste encore des incertitudes au sujet de nos perspectives économiques à long terme. Au cours des deux dernières décennies, le Canada a été victime d'un chômage croissant (graphique 6), d'une stagnation des salaires réels (graphique 7) et de déficits budgétaires importants et persistants. Pendant cette période, des problèmes cycliques se sont mués en problèmes structurels, et ils sont maintenant solidement enracinés. La cause sous-jacente de ces problèmes a été la faible croissance de la productivité globale des facteurs (PGF). Au Canada, la croissance de la PGF, qui reflète la productivité de tous les intrants, a ralenti au milieu des années 1970 et est restée au point mort depuis 1980 (voir graphique 8). Il faut y voir la cause principale de la stagnation de notre niveau de vie. Il est donc indispensable de mener une action concertée sur les fronts micro-économique et macro-économique si nous voulons redresser nos perspectives économiques à long terme.

Graphique 6

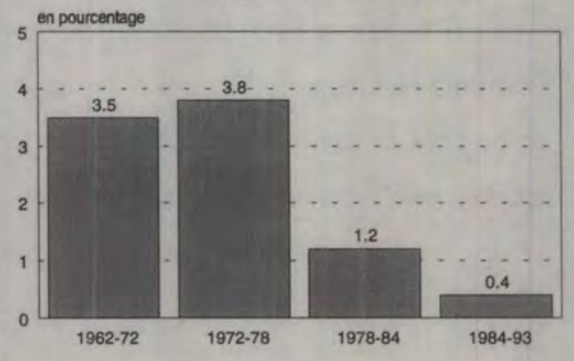
Taux de chômage
1948-1993



Source : Statistique Canada.

Graphique 7

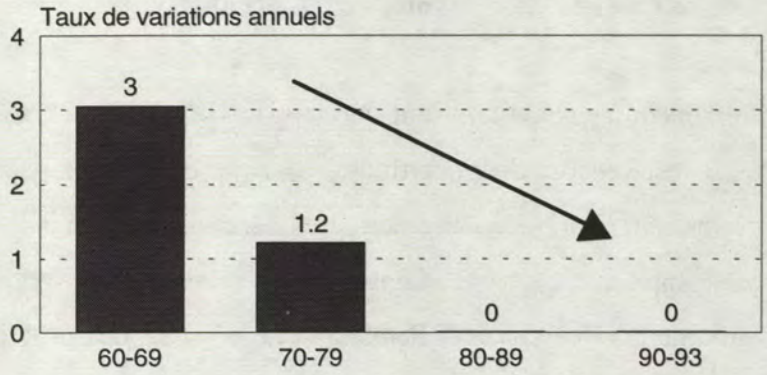
Croissance du revenu réel par habitant
(moyennes annuelles)



Source : Statistique Canada.

Graphique 8

Croissance de la productivité globale des facteurs



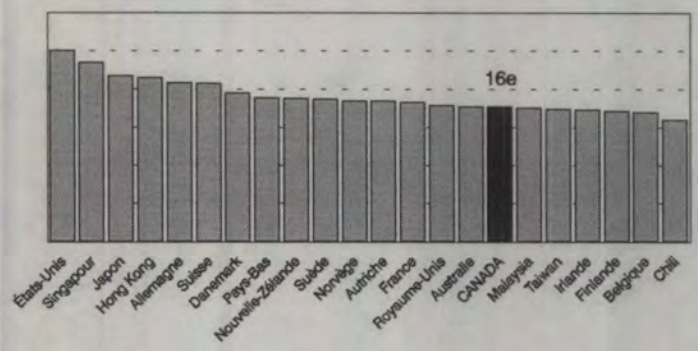
Source : Ministère des Finances.

L'un des problèmes économiques les plus épineux engendrés par le mauvais rendement économique est le temps que mettent les personnes qui perdent leur emploi à en trouver un autre. Si je devais choisir un seul indicateur pour résumer le problème d'adaptation du Canada, j'opterais pour celui-là. À l'heure actuelle, les chômeurs doivent chercher de plus en plus longtemps pour trouver un nouvel emploi.

Penchons-nous également sur notre performance à l'échelle internationale : à quel rang nous classons-nous par rapport à nos concurrents? Dans l'ensemble, comme le montre le graphique 9, le Canada se classe seulement au 16e rang mondial au chapitre de la compétitivité. L'image plutôt médiocre de la compétitivité du Canada confirme les conclusions des recherches analytiques exhaustives menées dans l'ensemble du pays, selon lesquelles des changements de cap sont nécessaires sur plusieurs fronts à la fois.

Graphique 9

Compétitivité des entreprises canadiennes à l'échelle internationale



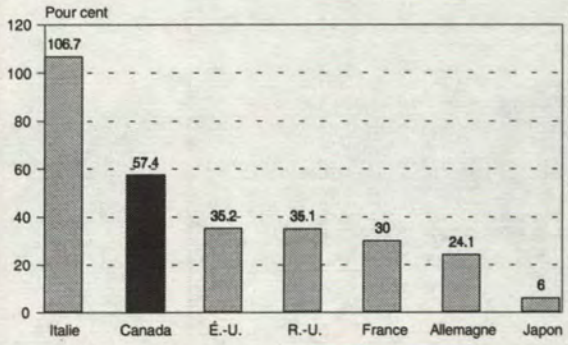
Source : World Competitiveness Report, 1994

Le fait que nous nous classons si mal par rapport à nos concurrents sur la scène internationale est dû en bonne partie aux déficits des dépenses publiques, qui sont restés trop élevés pendant trop longtemps, et au fardeau de la dette qui en découle; cette situation a eu pour effet d'alourdir le fardeau fiscal et de faire grimper les taux d'intérêt réels. C'est à cela que nous devons la lenteur de notre reprise économique. Les déficits excessifs dans le secteur public et la faible croissance de la productivité, stimulés l'un par l'autre, ont exacerbé les malheurs de l'économie canadienne.

Un fardeau de la dette imposant et croissant à tous les paliers de gouvernement (voir graphique 10) et le déclin de la compétitivité de l'industrie canadienne ont entraîné une hausse considérable de la dette extérieure du Canada (voir graphique 11). Le service de cette dette extérieure représente un fardeau de plus en plus lourd pour l'économie intérieure, qui limite encore davantage la reprise de notre économie. Cette situation nous empêche de profiter au maximum des avantages, sous forme de taux d'intérêt réduits, du faible taux d'inflation dont nous jouissons actuellement.

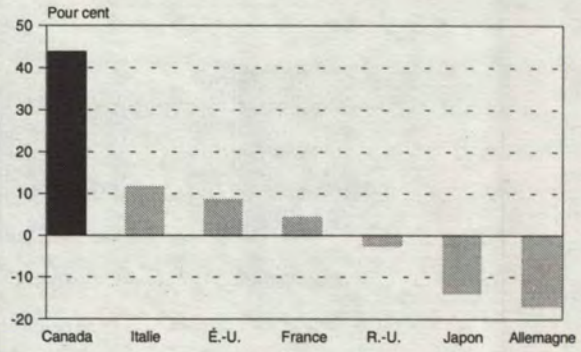
Graphique 10

Dette publique nette exprimé en pourcentage du PIB : 1992



Graphique 11

Dette étrangère nette exprimé en pourcentage du PIB : 1992



Relever les défis économiques du Canada

Science, technologie et innovation

Le Canada souffre d'un déficit important de la croissance de sa productivité par rapport à ses principaux partenaires commerciaux. Ce déficit est alimenté, entre autres, par nos lacunes sur

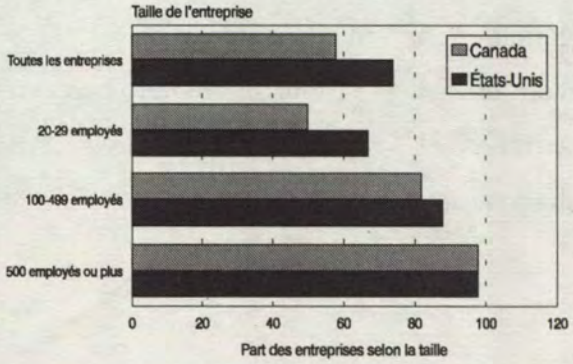
Graphique 12

Entreprises qui font de la R-D : 1991

Source: Statistics Canada: Industrial Research and Development: 1993 Intentions.

Graphique 13

Utilisation d'au moins une technologie de pointe
Selon la taille de l'entreprise



Source : Statistics Canada, "Les indicateurs de l'activité scientifique et technologique : 1989", Catalogue 88-002, vol. 1, no. 4, tableau 3

le front de la recherche et du développement, et par la lenteur de notre économie à acquérir et à utiliser les nouvelles technologies.

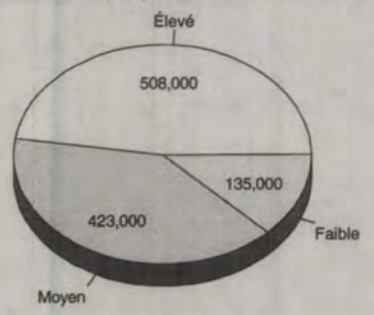
Le développement et l'utilisation de la technologie par les entreprises privées représentent la clé de l'activité économique à valeur ajoutée, de l'accroissement de la productivité et, par conséquent, de la croissance des salaires réels. Mais les entreprises canadiennes, en particulier les petites entreprises, ont du rattrapage à faire en ce qui concerne le développement et l'utilisation de la technologie.

Sur quelque 900 000 entreprises canadiennes recensées en 1991, seulement 3 566 menaient des activités de recherche et de développement (R-D). En d'autres termes, comme le montre le graphique 12, moins de 0,4 % du secteur privé du Canada consacre des efforts à la recherche et au développement. En outre, à la différence de leurs concurrentes américaines, lles entreprises canadiennes, en particulier les petites entreprises, comme l'indique le graphique 13, sont lentes à adopter les technologies de pointe et ont du mal à les gérer efficacement.

L'expérience montre que, loin de faire disparaître des emplois, la technologie en crée de nouveaux. Les entreprises qui dépendent en grande partie de technologies de pointe ont

Graphique 14

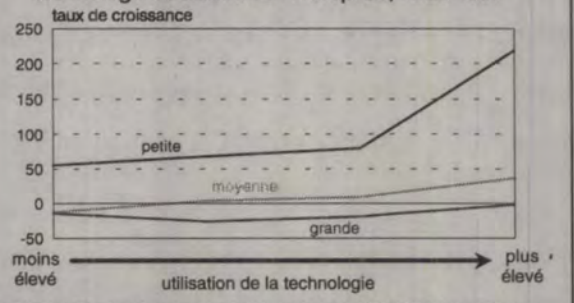
Canada
Création d'emplois, selon le niveau d'utilisation de la technologie, 1984-1991
Nombre total d'emplois créés - 1 066 000



Source : Ministère des Finances, décembre 1992.

Graphique 15

États-Unis
Croissance de l'emploi, selon le niveau d'utilisation de la technologie et la taille de l'entreprise, 1982-1987



Échantillon de 8 800 usines du secteur manufacturier existant entre 1982 et 1988. Les variations ne comprennent pas les emplois perdus en raison de la fermeture d'usines existantes ou les emplois créés par l'ouverture de nouvelles usines durant la période observée.
Source : U.S. Department of Commerce, Bureau of Census.

prospéré malgré la récession. Au Canada, par exemple, les utilisateurs de technologies de pointe ont créé plus d'un demi-million d'emplois entre 1984 et 1991 (voir graphique 14). Aux États-Unis, les petites entreprises de haute technologie ont connu une croissance considérable entre 1982 et 1987 (voir graphique 15). Le défi pour nous consiste à créer davantage d'entreprises de ce genre au Canada.

Infrastructures

La productivité et la compétitivité sont étroitement liées. Ces deux éléments devront être redressés si nous voulons que le Canada maintienne le niveau de vie élevé qu'il connaît actuellement. Les infrastructures jouent un rôle crucial dans la productivité économique du pays.

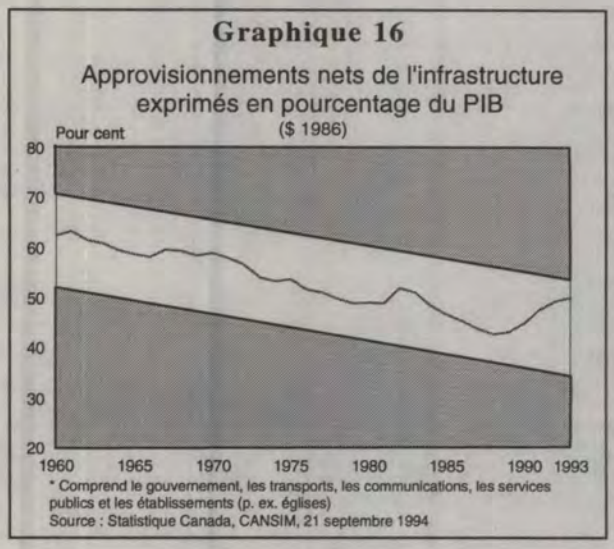
Le Canada a investi des sommes considérables dans ses infrastructures, dans le passé, pour soutenir sa croissance. Notamment, les transports et l'éducation ont été dotés d'infrastructures importantes dans les années 1950 et 1960, alors que les télécommunications ont récolté la part du lion dans les années 1980. En conséquence, le Canada se classe parmi les chefs de file mondiaux pour l'ampleur de ses infrastructures.[4] Mais le passé n'est pas forcément garant de l'avenir à cet égard. Les investissements doivent continuer à répondre aux besoins du Canada en la matière, et il est clair que tel n'a pas été le cas au cours des dernières années.

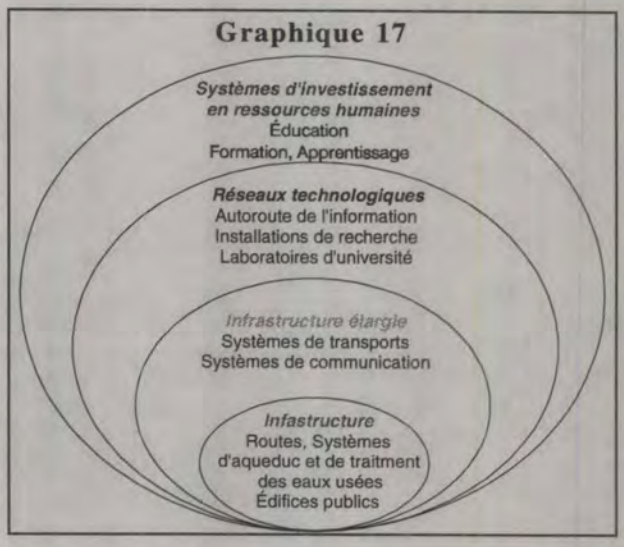
Si nous examinons les approvisionnements nets pour l'ensemble des infrastructures publiques et privées au Canada, comme l'indique le graphique 16, nous observons une tendance à la baisse en termes de pourcentage du PIB. Cette baisse n'est pas exclusive au Canada, mais elle a contribué à alimenter les problèmes de productivité du pays. Des études

---

4 Selon le *World Competitiveness Report, 1994*, le Canada se classe deuxième au monde en ce qui a trait au développement de ses infrastructures.

canadiennes récentes indiquent que de 20 à 25 % du ralentissement de la productivité découle de la baisse relative des dépenses d'infrastructures.[5]





De plus, il est temps que nous commencions à voir dans nos infrastructures davantage que de grandes constructions. Le graphique 17 montre bien l'élargissement de la notion d'infrastructure. Une économie en expansion a besoin d'infrastructures dynamiques pour soutenir les transports et l'information. En outre, nous devons considérer de plus en plus le capital humain, les sciences et la technologie comme les infrastructures qui soutiennent l'activité économique dans le nouveau contexte mondial.

Climat des affaires

Il importe d'instaurer un climat favorable aux entreprises, au Canada, pour stimuler la croissance économique et créer des emplois rémunérateurs. Selon les normes internationales, toutefois, le climat qui règne dans notre pays n'est pas aussi attirant pour les entreprises que

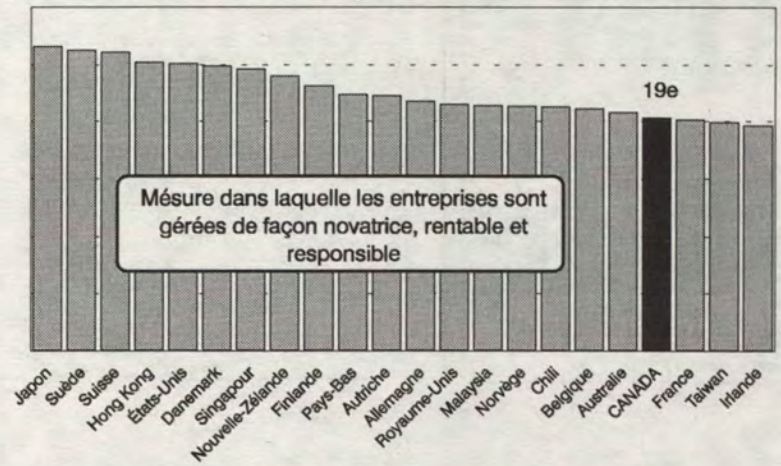
---

5 Mintz, Jack et Ross S. Preston, *Infrastructure and Competitiveness*, Kingston, John Deutsch Institute for the Study of Economic Policy, 1994.

celui qui prévaut ailleurs. Par exemple, le Forum économique mondial classe le Canada au 19e rang mondial en matière de gestion novatrice (voir graphique 18).

Graphique 18

Gestion

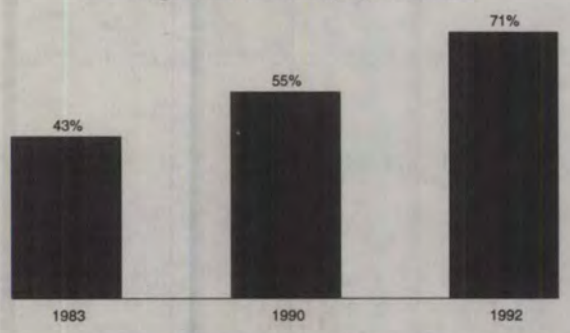


Source : World Competitiveness Report, 1994

Il y a également des indices qui semblent prouver que notre climat des affaires est particulièrement défavorable aux petites entreprises. En 1992, comme l'indique le graphique 19, pas moins de 71 % des propriétaires de petites entreprises du pays considéraient que la complexité des règlements et de la paperasserie administrative leur posait un problème sérieux, alors qu'en 1983, cette proportion n'était que de 43 %. Un climat favorable aux affaires, propre à encourager notamment le développement de petites entreprises, doit devenir l'une des priorités de ce pays, car les petites entreprises sont les moteurs de la création d'emplois. Le graphique 20 démontre que les petites entreprises ont créé beaucoup plus d'emplois que les grandes entreprises dans les années 1980.

Graphique 19

Réglementation et paperasserie

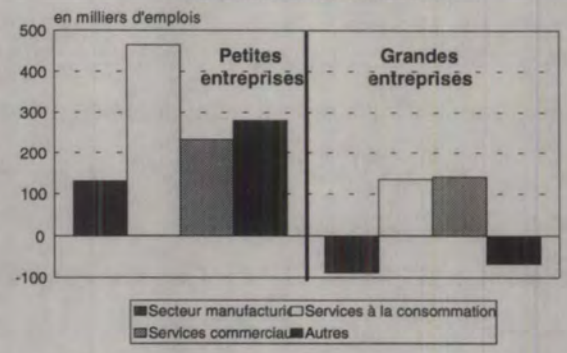


Pourcentage des propriétaires de PME qui trouvent que la réglementation et la paperasserie constituent un problème important à tous les paliers de gouvernement

Source : Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Graphique 20

Emplois créés, 1981-1988



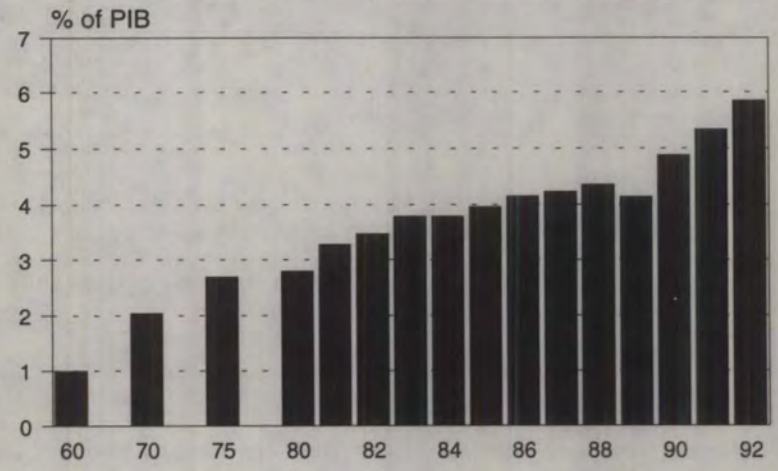
* Taille moyenne de l'entreprise pour toute la période

Source : Statistique Canada (Picot, Baldwin, Dupuy, 1994)

D'autres aspects de notre climat des affaires sont de nature à décourager les entreprises de toutes les tailles. Par exemple, les taxes sur l'emploi, comme les cotisations sociales, ont augmenté considérablement au Canada au cours des dernières années, comme le démontre le graphique 21. En 1960, les cotisations sociales représentaient 1 % du PIB du Canada. En 1992, elles avaient grimpé à 6 % du PIB.

Graphique 21

Charges sociales au Canada : 1960-92



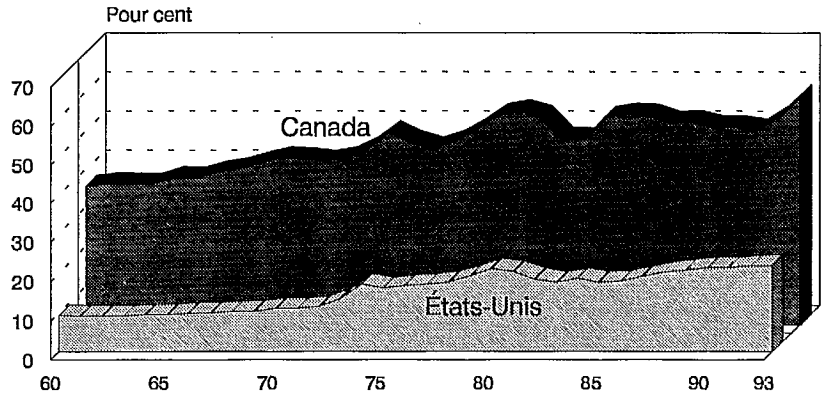
Source : Statistique Canada

Commerce

Le commerce international a largement contribué à créer la richesse du Canada. La place du commerce dans l'économie canadienne (ou le ratio des exportations et des importations par rapport à notre PIB) est près de trois fois plus importante qu'aux États-Unis, et elle a connu une hausse spectaculaire. Comme on peut le voir dans le graphique 22, en 1960, le commerce représentait 35 % du PIB du Canada, et en 1993, il s'élevait à près de 60 % du PIB. Par conséquent, le commerce doit être au coeur de tout programme visant à créer des emplois rémunérateurs au Canada.

Graphique 22

Ratio du commerce par rapport au PIB au Canada et aux États-Unis



Ratio obtenu à partir de données nominales

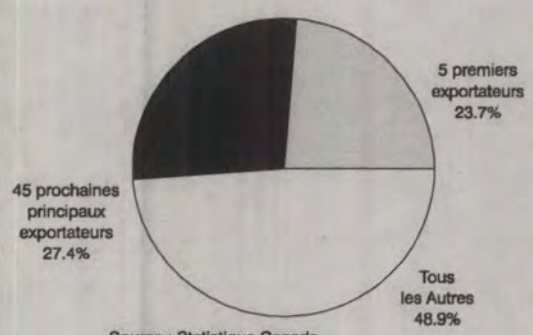
Autrefois, l'agriculture et les ressources naturelles étaient à la base de nos activités commerciales, mais aujourd'hui, le Canada est devenu un énorme exportateur de biens manufacturés et de services.

Un grande partie de nos problèmes à cet égard vient du fait que les Canadiens ne sont pas, par tradition, un peuple de commerçants. Comme l'indique le graphique 23, cinq sociétés

ont réalisé près de 24 % du total des exportations canadiennes. (D'après le numéro d'avril 1993 de la revue *Report on Business*, nos cinq plus grands exportateurs sont GM Canada, Ford Canada, Chrysler Canada, IBM Canada et Noranda.) Nous dépendons beaucoup trop d'un très petit nombre de grandes sociétés exportatrices. De plus, nous n'exportons pas suffisamment de marchandises à valeur ajoutée. Nous devons faire en sorte d'élargir les champs de spécialisation du Canada, afin de développer des secteurs d'avantages comparatifs dans les produits à forte composante de connaissances sur les marchés du XXIe siècle.

Graphique 23

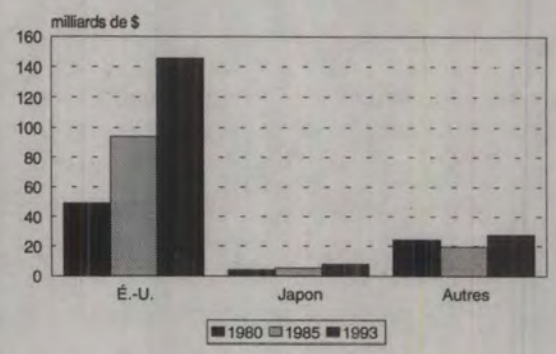
Exportations, selon la taille de l'exportateur (1992)



Source : Statistique Canada.

Graphique 24

Exportations canadiennes, selon la destination



Source : Statistique Canada.

En outre, notre balance commerciale, même si elle est en notre faveur, repose entièrement sur le marché américain (voir graphique 24). Le Canada dépend largement des États-Unis tant pour son commerce que pour ses apports de capitaux directs.

La mondialisation offre un grand nombre d'occasions d'affaires, mais celles-ci doivent être saisies rapidement. Le commerce, la technologie et l'investissement sont complémentaires. Par conséquent, l'amélioration de notre performance commerciale exige de meilleurs liens d'investissement avec les autres pays. Cela signifie qu'il faut favoriser l'élimination du plus grand nombre possible d'obstacles, institutionnels ou non, au commerce international et à l'investissement qui subsistent dans notre économie.

Dans le cadre de nos efforts visant à améliorer notre performance commerciale sur la scène internationale, nous avons aussi pris des mesures pour assurer la libéralisation de notre marché intérieur. L'élimination des obstacles et des entraves au commerce à l'intérieur du Canada aidera les entreprises canadiennes à croître et à faire face à la concurrence, aussi bien sur le marché canadien qu'à l'étranger. Nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de fermer nos propres marchés intérieurs à nos propres entreprises.

Bien que le Canada ait généralement profité d'un excédent des échanges de marchandises avec le reste du monde, cet excédent a été submergé par le déficit des postes invisibles, engendré par les paiements d'intérêts sur notre dette et le déficit de notre poste « voyages ». Si nous n'améliorons pas nos performances dans les secteurs du commerce et du tourisme, le niveau de vie du Canada sera compromis à long terme.

Même si le secteur du tourisme représente près du quart de notre déficit commercial sur les biens et les services, nous pensons que ce secteur peut apporter une contribution importante à la croissance économique et à la création d'emplois. C'est pourquoi l'une de nos priorités doit être de travailler en collaboration avec nos partenaires des provinces et du secteur privé en vue de rendre le secteur du tourisme plus concurrentiel.

Conclusion

L'étape du redressement est maintenant derrière nous, et nous sommes entrés dans la phase d'expansion du présent cycle. Mais ce fut, de mémoire d'homme, le redressement le plus lent qu'on ait jamais vu, et le taux de croissance actuel suit la même courbe. Une expansion aussi lente que celle que nous vivons à présent ne suffira pas à résoudre les graves problèmes économiques auxquels le Canada est confronté. La perspective de subir une autre baisse économique ne peut qu'aggraver les problèmes actuels liés à notre taux de chômage élevé, à la faible croissance de notre productivité et à nos déficits trop importants. L'objectif du gouvernement dont je fais partie est de créer une période de croissance économique solide et continue qui se poursuivra au-delà de la fin du XXe siècle, une expansion apte à résoudre les

problèmes liés au chômage et à la stagnation des revenus réels, et qui nous mettra en état de faire face efficacement à la prochaine période de « flottement » du cycle de croissance économique.

Beaucoup de changements fondamentaux sont en cours dans l'économie actuelle. Je considère ces changements comme une réaction à la nouvelle force d'impulsion du fonds de connaissance qui est maintenant devant nous : en d'autres termes, il s'agit d'une réponse à la « nouveauté ». Pour faire face à la nouveauté, il faudra agir sur un grand nombre de fronts. Le gouvernement entend mettre en oeuvre des politiques macro-économiques et micro-économiques conçues pour répondre aujourd'hui aux besoins de demain, afin que le Canada soit en mesure d'améliorer le niveau de vie de ses citoyens et de maintenir la position privilégiée qu'il occupe actuellement dans l'économie mondiale à titre de pays où il fait bon vivre.

À l'échelle macro-économique, la stratégie du gouvernement vise à maintenir des politiques stables, qui contribueront à garantir l'aptitude du Canada à gérer les périodes de ralentissement de la croissance économique qui, nous le savons, ne manqueront pas de surgir au fil du processus d'expansion. À l'échelle micro-économique, notre stratégie sera centrée sur l'entrepreneurship, l'innovation, les infrastructures et le commerce. Je vous parlerai prochainement de ce que j'entends faire exactement dans chacun de ces secteurs. L'action à laquelle je pense sera déterminante pour la croissance économique du Canada et pour les emplois des Canadiens dans l'avenir.